

Nouvelles locales du mardi 10 décembre 2013

@rib News, 10/12/2013 | Politique - Le parti Uprona continue de dénoncer le bras de fer du gouvernement en ce qui est de la modification unilatérale de la constitution du Burundi. Selon le président de ce parti, le pouvoir doit arrêter cette mascarade et retirer le projet de loi sur la révision de la constitution à l'Assemblée nationale. Charles Nditije estime que le moment que la majorité du peuple burundais a déjà exprimé sa position face à cette question, le gouvernement ne devra pas continuer à faire sourde oreille et surtout au moment où il est en train de faire disparaître les accords d'Arusha. Il ajoute aussi que son parti pourra éventuellement se confier à la cour de justice de la région des grands lacs africains concernant le travail de la CNTB qui se moque des accords d'Arusha. Il termine en affirmant que la CVR devra être mise en place tout en réservant une place importante à la vérité sur ce qui s'est passé au Burundi. [bonesha/rtnb/isanganiro]- Après le message à la fin de la semaine dernière de la conférence des Evêques Catholiques du Burundi sur certaines questions qui hantent le pays, des messages d'appréciation et de satisfaction continuent de pleuvoir. En effet, le FORSC trouve qu'il s'agit d'un message qui vient au moment opportun. Le directeur général de ce forum estime que ce message d'apaisement politique de la part de ces hommes de Dieu. De plus, selon Vital Nshimirimana, il s'agit d'un message clair et conforme à l'opinion de la plupart de burundais qui se sont déjà exprimés à ce sujet. Il demande simplement au pouvoir de suivre ces conseils afin d'éviter le pays de sombrer dans l'irréparable. [bonesha/rpa]- Le gouvernement burundais apprécie positivement le message de la conférence des Evêques Catholiques du Burundi concernant certaines questions dont la révision de la constitution. Selon le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, la conférence des Evêques du Burundi a, non pour la première fois, porté à la connaissance de l'opinion sa position sur cette question et donné sa pierre d'édification de la nation. Philippe Nzobonariba trouve donc que cela est bel et bien conforme à l'appel lancé par l'Assemblée nationale. Il demande aux autres de suivre cet exemple et de leurs contributions à l'instar des Evêques catholiques du Burundi avant que l'Assemblée nationale les analyse. Il ajoute aussi que le BINUB dont le mandat sera ou non prolongé par le conseil de sécurité au mois de février de l'année prochaine devrait être intégré au sein du PNUD puisque son mandat de maintien de la paix a été aussi et que le Burundi aide à son tour dans le rétablissement de la paix dans d'autres régions du monde.

[rtnb/rpa/rtr/bonesha/isanganiro]- Le parti Sahwanya Frodebu Nyakuri trouve lui aussi que le message de la conférence des Evêques Catholiques du Burundi est clair. Le président de ce parti fait savoir qu'il est satisfait de ces conseils combien pertinents de la part de l'Eglise catholique du Burundi. Le docteur Jean Minani précise aussi que ces considérations sont les siennes lui et son parti puisque lui aussi trouve que seules les dispositions en rapport avec l'intégration régionale du Burundi et la loi électorales peuvent être modifiées. Rappelons que la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi a estimé que la révision de la constitution du Burundi devra se faire par consensus entre tous les partenaires nationaux. De plus, elle a fait remarquer que seules les dispositions en rapport avec l'intégration régionale du Burundi et celles qui tendent à rendre plus efficace le code électoral peuvent être modifiées ; les autres attendant la période après les élections. Elle a en outre ajouté que le mandat du BINUB au Burundi ne devrait pas être clôturé puisque ce bureau a aidé et aide encore beaucoup le Burundi et son travail n'est pas encore terminé. [rpa/rtr] Justice - Le vice-président du parti Sahwanya Frodebu a été entendu successivement par le parquet de la mairie et le parquet près la cour anti-corruption ce lundi et en fin d'après-midi conduit à la prison centrale de Mpimba où il vient de passer sa première nuit. Selon un communiqué sorti par le procureur général de la République, Frédéric Bamvuginyumvira a surpris en train de commettre l'adultère dans l'une des maisons de passage que le maire de la ville de Bujumbura avait fermée suite à son activité non-conforme la loi. De plus, le même communiqué continue en affirmant qu'il a tenté de corrompre le fonctionnaire qui l'a arrêté mais en vain. Son avocat trouve scandaleux les accusations portées contre son client. Maître Fabien Segatwa estime qu'il doit y avoir derrière tout cela des mobiles politiques puis qu'aucune infraction lui reprochée n'a pu être établie par l'accusation. En effet, l'infraction d'adultère suppose qu'il y ait une plainte et il a été arrêté en dehors des heures normalement acceptables par la loi. Il ajoute outre que personne ne peut se faire filmer au moment où il veut commettre un fait préjudiciable. De plus, il précise qu'il a fait dès ce matin objet de menace de la part d'une personne qu'il n'a pas pu identifier qui lui demandait de ne plus suivre cette affaire. De ces différentes situations, il conclut qu'il y a une autre autorité derrière cette arrestation et que les infractions reprochées ne sont finalement que des prétextes. Il demande tout au moins le respect des personnes qui ont dirigé ce pays comme cela est stipulé dans les accords d'Arusha. [rpa/rtr/bonesha/isanganiro] - Selon les travailleurs à New Beach Motel de Kajaga, la police est venue jeudi de la semaine dernière faire une fouille perquisition à cet endroit. Elle a arrêté certaines personnes trouvées sur place de même que qu'elle a pris le livre où sont inscrits les visiteurs de ce lieu de passage. Les mêmes sources précisent que Bamvuginyumvira n'était pas parmi les personnes arrêtées et n'avait pas posé son pied à cet endroit. D'aucuns se demandent alors pourquoi le livre des visiteurs a été emporté par la police. Ne serait-il pas un moyen d'aller ajouter le nom de Bamvuginyumvira afin de l'accuser ? Pourquoi les autres personnes trouvées là n'ont-elles été convoquées devant le juge ? [bonesha]- D'autres actions n'ont pas tardé à se faire entendre suite à l'incarcération. Selon le président du parti Sahwanya Frodebu, il s'agit d'un montage politique de la part du parti au pouvoir. L'ancien Ngendakumana fait savoir qu'il est incompréhensible que les chefs d'accusations soient modifiés de minute en minute. De plus, selon les personnes avec qui il était entretenu, le dossier était vide, mais la surprise a été que son président a été convoqué au parquet général près la cour anti-corruption alors que le mandat d'arrêt était déjà signé. Selon lui donc, il s'agit d'une initiative du pouvoir en place puisque Bamvuginyumvira travaillait beaucoup contre la modification de la constitution que le gouvernement Nkurunziza veut effectuer ainsi que sur d'autres dossiers sensibles dans ce pays et est de ce fait considéré comme élément gênant. Il demande que Frédéric soit libéré avant que l'armée ne batte le pavé suite aux exactions du pouvoir en place. [rpa/rtr/bonesha/isanganiro]- L'ADC-Ikibiri constate quant à elle que le pouvoir veut à tout prix faire taire Bamvuginyumvira qui ne ménage aucun effort dans la lutte contre la mauvaise politique dans tous les domaines du pouvoir CNDD-FDD. Selon le porte-parole de cette alliance, il s'agit d'une intimidation

Il l'encontre eux, mais il prend le soin de préciser que tant qu'il y ait des choses qui ne vont pas dans le pays, il dénoncer malgré tout. Chevineau Mugwengezo estime plutôt que l'heure est au rendez-vous de dénoncer les irrégularités y compris les arrestations illégales contre les politiciens. [rpa/rtr] - Selon l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza, cette arrestation est un moyen de faire taire cet opposant de taille qui n'a pas du tout peur de dénoncer ce qui ne va pas dans le pays. Il trouve que le pouvoir ne veut pas de l'ADC-Ikibiri en général et de cet homme en particulier qui pourrait probablement être porté candidat à la présidentielle de 2015 par cette alliance. Convaincu du fait qu'il ne peut pas s'avancer, il demande qu'il soit libéré et que les enquêtes continuent alors qu'il est libre. [bonesha/rtr/isanganiro] - Le FORSC trouve que l'incarcération de Frédéric Bamvuginyumvira vise à vouloir le discréditer devant la population burundaise. Selon le directeur général de ce forum, il est parmi les personnes qui ont gouverné ce pays et qui sont toujours dans la politique et qui n'est pas accusé d'un quelconque fait. Vital Nshimirimana estime que le pouvoir a voulu le faire taire et salir son image en particulier et celle de l'ADC-Ikibiri en général. Il demande que ce dossier soit traité avec la plus grande sagesse. [bonesha/rtr] - Une femme a tué son mari au chef-lieu de la commune Gisuru de la province Ruyigi la nuit de ce lundi à mardi. Selon l'administrateur de cette commune, il était vers 21h du soir que cette femme a poignardé son mari alors qu'il rentrait chez lui. Il ajoute que des histoires de concubinage seraient à l'origine de ce meurtre puisque le mari avait épousé une autre femme ; ce qui avait sans doute rendu la première épouse nerveuse. La femme a été aussitôt arrêtée et subit un interrogatoire à la police. [rpa/bonesha/rtnb/isanganiro] - Une autre femme de plus de 66 ans a été attaquée par des inconnus à son domicile sur la colline Nyakigunda de la commune Butezi en province de Ruyigi. Selon des sources sur place, il était vers 20h 30 de ce lundi quand des individus armés de couteaux se sont introduits dans sa maison. Elle a été poignardée au niveau du cou et est morte sur le champ. Ont également été blessés sa fille et son fils qui ont par la suite été admis à l'hôpital et subissent des soins de santé. Ces mêmes sources précisent que ce n'était pas la première fois que cette famille est attaquée par des inconnus et ces malfaiteurs n'ont rien pris de cette maison qui contenait portant certains articles susceptibles d'être volés. La police ajoute que des enquêtes sont entamées. [bonesha/rtnb/isanganiro] - Un corps d'une femme portant un enfant au dos (lui aussi mort) a été retrouvé dans la rivière Ruvyironza au niveau de la colline Kibogoye de la commune Nyabihanga dans la province Mwaro le matin de ce lundi. Selon des sources sur place, elle vivait avec son mari sur la colline Gasenyi de la commune Nyarusange de la province de Gitega et était introuvable depuis mercredi de la semaine dernière. De plus, des sources en provenance de sa colline où elle était mariée précisent qu'elle vivait bien en harmonie tant avec son mari qu'avec ses voisins. D'aucuns alors s'interrogent par qui elle aurait tué sa femme que son enfant. La police fait savoir qu'elle a entamé des enquêtes. [bonesha/rtnb/isanganiro/rpa] - Un groupe de six bandits a été intercepté par la population de la colline Masango de la commune Bukinanyana en province Cibitoke le soir de ce dimanche. Selon des sources sur place, il était vers 16h quand ce groupe a été repéré et attaqué par la population en colère et qui a voulu se faire justice même à l'insulte. Trois de ces bandits ont réussi à prendre le large alors que trois autres ont été sérieusement battus par la population. Après l'intervention de la police et de l'administration, ils ont été admis à l'hôpital pour y recevoir des soins mais sont gardés par la police. La population fait savoir qu'elle est en colère puisque les voleurs qui sont appréhendés et remis aux autorités sont aussitôt libérés et viennent intimider ceux qui les avaient dénoncés. L'administrateur communal de Bukinanyana demande à la population de ne plus essayer de se faire rendre justice. [bonesha/rtnb/isanganiro] - Une personne a été blessée au niveau de la tête sur la colline Gashurushuru de la commune Butezi dans la province de Karusi la nuit de ce lundi à mardi. Migezo Edmond a été attaqué par des personnes non encore identifiées qui lui ont volé tous les biens mobiliers dont il disposait sur lui avant de disparaître dans la nature. Les administratifs à la base dans cette commune font savoir qu'il y aurait un groupe de malfaiteurs qui s'apprêteraient à commettre des exactions dans cette commune et dans d'autres qui lui sont frontalières surtout dans ces prochains jours des fêtes de fin d'année. Ils appellent la population à plus de vigilance et à une dénonciation systématique des suspects. [rpa/rtr/bonesha/isanganiro/rtnb]